

*Initiatives ministérielles*

Est-ce qu'on a encore les moyens? Et si on a de petits moyens, pourquoi ne pas faire de petites choses au lieu de toujours prétendre sauver le monde?

**M. Young:** Comme les séparatistes qui font de petites choses.

**M. Leroux (Shefford):** Ce n'est pas une question de séparatisme. Le ministre dit n'importe quoi.

Pourquoi prétendre faire de grandes choses très coûteuses, lorsqu'on sait très bien qu'on n'en a pas vraiment les moyens. Soyons sobres. C'est ce que les Canadiens et les Québécois vont nous demander: d'être sobres dans les décisions qu'on prend actuellement.

Oui, il faut y aller, on a des engagements envers l'OTAN. Mais allons-y selon nos moyens. Et c'est très important de le dire.

[Traduction]

**M. Proud:** Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de son sermon. La seule chose que je peux lui dire, c'est que la situation n'est pas facile lorsque l'argent manque pour faire certaines choses, mais nous n'aurons plus ni programmes sociaux ni programmes d'aucune sorte si nous ne contribuons pas au maintien de la paix dans le monde.

Les conflits peuvent se propager. C'est pourquoi notre pays est membre de l'OTAN et des Nations Unies. C'est pourquoi nous avons participé activement aux opérations de maintien de la paix au cours des 50 dernières années, afin d'améliorer un peu la vie sur la Terre. Malgré tous les problèmes, le Canada a joué son rôle et il devrait continuer de le faire. Je crois que la paix n'a pas de prix.

**M. Jim Hart (Okanagan—Similkameen—Merritt, Réf.):** Monsieur le Président, ce que nous examinons actuellement est une escalade des missions traditionnelles de maintien de la paix, comme le député l'a souligné, auxquelles le Canada participe avec fierté depuis la crise de Suez de 1956.

Il s'agit là d'un nouveau niveau de disponibilité opérationnelle, d'une situation de combat. L'OTAN demande manifestement au Canada de lui envoyer des troupes prêtes au combat. Les États-Unis ont dit que l'OTAN veut des forces terrestres, et le président des États-Unis a déclaré qu'ils sont prêts à accepter qu'il y ait des victimes dans cette participation à un niveau plus élevé.

Le député a dit que le Canada participait toujours à des missions et qu'il était toujours en mesure d'y participer. Dans les années 60, nous avions une force de quelque 120 000 militaires. Dans seulement quelques années, elle passera à environ 60 000, mais les engagements ont augmenté avec le temps.

Je voudrais citer un passage du livre blanc du ministre de la Défense qui a paru il y a quelques mois. Il dit, en parlant du Canada: «Il ne lui est pas possible de participer à toutes les opérations multilatérales, et ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. Nos ressources sont limitées; il se peut que nous ne soyons pas d'accord avec l'objet ou l'organisation de telle ou telle mission.»

Combien de soldats canadiens faut-il sacrifier pour que le gouvernement canadien continue sur cette lancée?

**M. Proud:** Monsieur le Président, je suis sûr que le gouvernement canadien ne veut sacrifier aucun soldat canadien. Cependant, comme je l'ai dit, nos forces ont diminué avec les années, mais nous avons participé et je crois que nous devons participer.

Nous avons parlé de nombreuses reprises de la situation dans l'ancienne Yougoslavie. L'année dernière et l'année précédente, on nous a dit que nous ne pouvions pas faire ce que nous pourrions faire cette fois-ci. Si nos soldats se trouvent dans des situations difficiles, ils peuvent user de la force pour s'en sortir.

C'est ce que nous disons. Je ne laisse pas entendre un seul instant que nous voulons sacrifier nos soldats. J'estime que cette mission sera aussi sûre qu'elle peut l'être. Dans toute mission, des soldats risquent d'être blessés. Ainsi va la vie. Chaque homme et chaque femme qui se joint aux Forces canadiennes ou à toute autre force le sait.

Nous ne faisons pas cela pour mettre les soldats canadiens en danger. Nous le faisons pour maintenir l'accord de paix qui a été signé et pour mettre fin à ces terribles atrocités. Je crois que le Canada et tous les Canadiens seront fiers de participer à cette force.

• (1600)

[Français]

**M. Robert Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole cet après-midi.

Les missions de maintien de la paix ont pris une nouvelle allure dans les années 1990. Pour rencontrer les nouveaux défis de la sécurité mondiale dans le prochain siècle, nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies et autres organismes internationaux capables de jouer un rôle plus efficace dans la résolution des conflits.

L'ampleur et la complexité des missions de maintien de la paix contemporaines exigent que l'ONU demande aux organismes régionaux de jouer un plus grand rôle dans la résolution des conflits.

Le rôle de l'OTAN dans l'effort est un exemple par excellence de la coopération possible entre les organismes internationaux.

L'ONU est l'outil idéal pour donner une légitimité à une mission de paix internationale et l'OTAN est l'organisation la mieux équipée pour une mission en Europe, surtout une mission qui pourrait exiger l'utilisation de la force. Mais l'ONU a tout de même besoin de changement.

Créée dans les années 1940, l'organisation doit se doter d'outils nécessaires pour faire face aux défis de la sécurité mondiale de ce siècle et des siècles à venir. Le carnet de route de l'ONU depuis la fin de la guerre froide est en grande partie très impressionnant. Des missions au El Salvador, au Cambodge, au Mozambique et en Haïti ont produit des résultats fort solides. Mais des revers en Afrique et dans l'ancienne Yougoslavie ont soulevé des doutes.

Malheureusement, beaucoup d'États membres font reposer tous les problèmes du monde sur les épaules de l'ONU, ce qui est très injuste. Les États membres doivent arrêter de critiquer et faire leur part. Le Canada est conscient que l'ONU a ses problèmes, mais le gouvernement est déterminé à trouver des solutions.